

Conclusions 2022 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

Djibouti

En 2022, Djibouti a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a signé un décret présidentiel donnant instruction de créer le Comité national de vigilance en matière de lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées et, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations, a créé et ouvert le Centre de transit pour les enfants en situation de vulnérabilité et les migrants vulnérables, qui fournit un soutien médical et en santé mentale, une assistance juridique, un abri, de la nourriture et des vêtements aux jeunes migrants vulnérables. Le ministère de la Femme et de la Famille a également mené une étude sur les enfants en situation de rue à Djibouti-ville, avec des informations sur la prévalence et les conditions du travail forcé des enfants. Toutefois, à Djibouti, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale, parfois des suites de la traite des personnes. Le travail des enfants existe également dans le secteur du travail de rue. Les dispositions relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi ne s'appliquent qu'aux enfants qui bénéficient d'un contrat d'emploi formel, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas pris de mesures appropriées pour faire respecter la législation sur les pires formes de travail des enfants en raison d'un manque de ressources humaines et financières et de l'absence de mécanismes de rapport. Enfin, les autorités n'ont pas publié de données sur leurs efforts d'application du droit pénal de sorte celles-ci puissent figurer dans le présent rapport.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la loi offre à tous les enfants des protections relatives à l'âge minimum d'admission à l'emploi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2015 – 2022
	Veiller à ce que la liste des activités et emplois dangereux interdits aux enfants soit exhaustive et comprenne des secteurs où l'on sait que le travail des enfants se produit et qui exposent les enfants à des exactions, des blessures, des environnements malsains et des conditions particulièrement difficiles, comme les travaux dans les rues.	2009 – 2022
	Veiller à ce que des lois frappent d'interdiction pénale l'utilisation d'enfants à des fins de prostitution.	2012 – 2022
Application	Publier des informations complètes sur l'application du droit du travail, notamment le budget de l'Inspection du travail, le nombre d'inspections du travail effectuées (en tout et sur les	2021 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	sites de travail), d'infractions liées au travail des enfants constatées, de sanctions prononcées et d'amendes perçues.	
	Créer un mécanisme permettant au ministère du Travail de recevoir les plaintes associées au travail des enfants.	2010 – 2022
	Créer un mécanisme d'orientation réciproque entre l'Inspection du travail et les services sociaux pour assurer la protection et la réinsertion des enfants impliqués dans le travail des enfants.	2021 – 2022
	Veiller à ce que le gouvernement effectue un nombre adéquat d'inspections du travail.	2021 – 2022
	Veiller à ce que l'Inspection du travail dispose du matériel nécessaire, notamment de moyens de transport appropriés, afin d'effectuer des inspections du travail dans l'ensemble des régions.	2017 – 2022
	Veiller à l'imposition de sanctions et au versement d'amendes au civil pour les infractions relatives au travail des enfants.	2021 – 2022
	Publier des données complètes sur l'application du droit pénal, notamment les formations à l'intention des enquêteurs judiciaires et le nombre d'enquêtes, d'infractions, de poursuites, de condamnations et de sanctions prononcées.	2021 – 2022
	Institutionnaliser les formations sur le travail des enfants de tous les inspecteurs du travail, notamment la formation des nouvelles recrues à leur entrée en fonction, et fournir des cours de perfectionnement tout au long de leur carrière.	2022
Coordination	Veiller à ce que le Conseil national de l'enfance soit actif et remplisse sa mission prévue d'évaluation des progrès sur les questions relatives aux enfants et de proposition d'orientations politiques et stratégiques dans ce domaine.	2009 – 2022
	Mettre en place un organe de coordination dédié à la prévention et à l'élimination des pires formes de travail des enfants.	2009 – 2022
Politiques gouvernementales	Veiller à la prise de mesures de mise en œuvre des politiques fondamentales liées au travail des enfants, notamment le Plan national stratégique pour l'enfance et la Stratégie nationale pour les migrations, et à la publication annuelle de données sur ces mesures.	2017 – 2022

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	Adopter une politique nationale exhaustive visant à combattre l'ensemble des formes de travail des enfants, y compris sous ses pires formes.	2016 – 2022
Programmes sociaux	Glaner et publier des données sur l'envergure et la nature du travail des enfants de manière à informer les politiques et les programmes.	2022
	Renforcer les initiatives visant à éliminer les obstacles et à permettre à tous les enfants des zones rurales, y compris les filles, d'avoir accès à l'éducation en supprimant les dépenses liées à la scolarité.	2015 – 2022
	Veiller à ce que tous les enfants, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile et les enfants des zones rurales, aient accès à l'éducation en éliminant les obstacles à l'obtention d'un acte national de naissance ou d'un document du HCR identifiant le titulaire comme réfugié pour s'inscrire à l'école.	2019 – 2022
	Mettre en place des programmes portant spécifiquement sur les enfants travaillant comme employés de maison et vendeurs des rues et sur les enfants victimes de l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2022
	Veiller à la prise de mesures de mise en œuvre de tous les programmes sociaux relatifs au travail des enfants, notamment le Projet d'élargissement des opportunités d'apprentissage, et à la publication annuelle de données sur ces mesures.	2022